



2012

L'emploi au coeur du programme du Front de Gauche

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 928

9 février 2012

prix : 0,70 €

partage des richesses

temps de travail

droit de grève

services publics

santé

logement

justice

Leur faire mordre la poussière !!!

salaires

égalité

...

■ Modèle allemand

Sarkozy ne jure plus que par lui au détriment des salariés français

P 2

■ Assemblée nationale des animateurs de section

Vers une campagne populaire et citoyenne

P 3

■ Retraites

Etre force de proposition et continuer à mobiliser

P 5

■ Lire et rire

Christophe Alévêque en supercandidat

P 6

■ Eau

« Enjeux et défis de demain »

par Raymond Lannuzel

vice-président de Nantes Métropole chargé de l'eau



P ??????

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Ennemi public numéro un



Le chômage est sans conteste l'ennemi public numéro un et les derniers chiffres sont mauvais avec 9,9 % de chômeurs en décembre 2011. Et ce ne sont pas les larmes de crocodiles de Sarkozy à la télé qui vont suffire à rassurer les français.

Chorégraphie

En ces temps de campagne électorale les pros de la communication nous réservent toujours quelques surprises ? La dernière pépite en date est certainement la chorégraphie « le changement c'est maintenant » pour la campagne de François Hollande. Si le ridicule ne tue pas, il ne fait pas avancer le débat !!!

Entente

Bayrou aime à le répéter, il n'est ni de gauche ni de droite, c'est l'homme du milieu, indépendant. N'empêche que ni lui ni son fidèle ami Jean Lassalle n'auront de candidat UMP face à eux ! Indépendant de la droite Bayrou ?

Bruit de bottes

Depuis la fin du XXème siècle les occidentaux sortent les chars pour deux raisons, soit pour le pétrole sans l'avouer directement, soit pour estourbir les méchants terroristes et/ou islamistes d'autant plus s'ils se trouvent sur des puits de pétrole. Si ce sont presque toujours les Etats-Unis qui veulent faire parler les bombes, voilà désormais que les anglais remettraient bien ça aux Malouines. Et pourquoi ? Sans doute la découverte de pétrole n'y est pas pour rien !!!

Fils à Papa

Il est toujours bon de lire le Figaro, surtout dans les détails. Le détail de taille, c'est celui d'«un petit avion » qui aurait décollé d'Odessa pour ramener fissa l'aîné des Sarkozy à la maison suite à une petite colique (une intoxication alimentaire). En fait de petit avion le canard enchaîné révèle qu'il ne s'agirait rien de moins qu'un Falcon 50 (un avion Dassault !!!) et soyons soulagé le président aurait remboursé 7632 euros sur les 39200 que coûterait réellement un tel vol !!!

Cyniques

Le médiateur, les prothèses PIP, si ces deux affaires révèlent le cynisme de certains industriels de la santé, elles mettent également en lumière le dysfonctionnement des pouvoirs publics en matière de santé. Comme pour le médiateur des alertes avaient été données bien avant le scandale, c'est-à-dire en 1996 pour les prothèses PIP : Moralité les industriels peuvent nous empoisonner tout le monde ferme les yeux bien forts.

Point de vue par Pedro Maïa

Pas encore candidat, le chef de l'Etat veut terminer son mandat comme il l'a commencé : à toute vitesse ! Depuis 2007, il n'aura pas eu le temps de mener jusqu'au bout son projet de démolition d'un modèle social qui ne porte désormais que le nom. Candidat pas encore officiellement déclaré, il entend avec son gouvernement et sa majorité de droite toute entière finir « le sale travail » en annonçant des mesures radicales pour la fin de son quinquennat. Hausse de la TVA pour alléger un peu plus les poches des couches populaires, fin des 35 heures pour déréglementer le travail, exonérations des cotisations familiales patronales pour accroître les difficultés de la Sécurité sociale... Nous sommes bien loin de la moralisation du capitalisme que la droite

prônait, une coquille vide qui se résume à une taxation de 0,1% des transactions financières, rien qui pourrait donner le vertige aux as de la finance, aux traders et banquiers, aux actionnaires et spéculateurs. C'est un président impopulaire qui a formulé ses nombreux vœux, des vœux prémisses de temps difficiles pour une majorité de français et de français. L'aide de sa compère Angela MERKEL, suffira-t-elle à convaincre nos concitoyen(ne)s des vertus du cruel modèle économique allemand qui

« Pour les communistes et le Front de gauche, c'est l'Humain d'abord qui permettra la sortie de crise »

plonge 20% de la population sous le seuil de pauvreté ? Pour les communistes et le Front de gauche, c'est l'Humain d'abord qui permettra la sortie de crise, un programme pour une maîtrise publique de l'économie et la satisfaction des besoins humains : emploi et salaires, éducation, santé, logement, réappropriation de la vie politique par les citoyen(ne)s... Un haut

niveau de programme pour faire bouger les lignes à gauche et changer réellement le quotidien d'une majorité parfois silencieuse en attente d'espoir. L'Assemblée nationale des animateurs du PCF du 28 janvier fut en cela mobilisatrice. Recréer l'espoir avec un large rassemblement de la gauche

sur des contenus forts en rupture avec le capitalisme, créer une dynamique de victoire pour chasser la droite du pouvoir, reconstruire sur d'autres bases économiques et sociales, refonder les solidarités et remettre l'être humain au centre des choix politiques, tels sont nos vœux pour 2012 !



■ Sarko à la télé : Quitte ou double ..? « Ça passe ou ça casse ! »

Incontournable!

Dimanche soir le président a monopolisé six chaînes de télé (16,5 millions d'auditeurs c'est dire l'inquiétude de la population), quatre journalistes, des pointures dans leur catégorie « médiocre-cireur de pompes ». Sur la forme une épreuve à la limite du supportable.

Déconstruisons cette mise en scène, pour analyser le fond du discours. A quelques mois des échéances électorales le rapport de force en France, l'accentuation de la crise capitaliste et européenne, contraint le pouvoir à aiguïser la lutte des classes. Glissant de la dette à la compétitivité, le président vient de découvrir le chômage de masse ! Une seule solution

copier le modèle d'Allemagne à côté. Dommage qu'il n'ait pas lu le rapport de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) qui épingle cette politique de bas salaires qui lui a permis de gagner en compétitivité ...aux dépens de ses voisins, ralentissant la croissance européenne. Car les allemands sont de piètres consommateurs pour les produits des pays en crise. De plus ce modèle allemand a un prix : baisser le coût du travail en ayant massivement recours à la main d'œuvre des pays de l'Est et à l'exploitation des salariés turcs, obliger les chômeurs à accepter un emploi moins rémunéré que leur allocation chômage, favoriser le travail à mi-temps « mini-jobs » à moins de 400 euros exonérés de cotisations sociales. (bonjour l'accroissement des inégalités!), l'âge de la retraite reculé à 67 ans, moins de couverture pour la santé ...et une TVA à 19%. Au lieu



de 16 avec en compensation une baisse des cotisations chômage pour les employeurs ! (version sarko : transfert de cotisations patronales sur le dos des consommateurs avec la TVA sociale à 21,2%...en Octobre). Mais le plus grave c'est tout de suite les accords compétitivité-emploi, négociés par entreprise qui masquent mal une attaque frontale contre la loi des 35 h, les salaires et les conventions collec-

tives. : « travailler moins ou plus pour gagner moins ! ». L'Allemagne croit qu'imposer son modèle à tous est la solution, elle a tort. Elle veut que le nouveau traité européen soit calé d'ici le mois de mars. Rien n'est écrit. Tout dépendra des luttes des salariés. Le peuple de France à sa partition à jouer dans le concert des nations européennes. Pour l'heure 57 % n'ont pas trouvé le président convaincant !

De vous à moi...

A quoi joue une partie des médias français avec Marine Le Pen et le Front National ? Assurément à un jeu dangereux. Bien avant la une de Libération qui titrait : « 30 % n'excluraient pas de voter Le Pen » et qui n'avait que pour seul but celui de faire peur et de favoriser le vote utile en faveur du candidat socialiste on nous vendait Marine Le Pen comme

le nouveau visage d'une extrême droite plus si extrême que cela ! Et depuis quelques jours certains font mine de redécouvrir que la fille à papa serait beaucoup moins lisse qu'il n'y paraît !!! Il a suffi que la fille de son père aille valser à Vienne avec des néo nazis pour que de faux naïfs redécouvrent la bête soigneusement cachée sous une perruque blonde.

Ce qui est effarant c'est que quand Marine Le Pen joue la dédramatisation, elle est suivie, comme quand elle revient sur ses vieux fondamentaux idéologiques. C'est comme si plus personne n'avait de recul !!! A qui profite le crime ? Très certainement au deux partis dominants de la scène politique française qui en jouant de l'épouvantail Le Pen assurent la survie du bipartisme.

Assemblée Nationale des animateurs du PCF

■ Une campagne populaire et citoyenne

La dernière assemblée nationale des animateurs s'est déroulée aux Docks d'Aubervilliers avec pour enjeu central l'entrée en campagne pour les législatives après un début de campagne des présidentielles plutôt réussi à en juger par le succès que rencontrent les meetings nationaux (à l'exemple de celui de Nantes) ou encore les assemblées citoyennes. Onze camarades de la fédération étaient présents à ces rencontres où étaient invités animateurs de section et candidats aux législatives. L'ambiance générale de cette assemblée était plutôt constructive et l'on sentait l'envie d'en découdre avec en point de mire l'organi-

sation de nos campagnes militantes et l'élargissement de notre espace militant. C'est Jacques Chaballier qui donna le coup d'envoi de la journée en notant d'emblée l'ancrage populaire de nos campagnes dans un contexte où « une majorité d'électeur veut se débarrasser de Sarkozy » et où l'on commence à être identifiés comme « ceux qui mettent l'emploi et la réindustrialisation au cœur de la campagne » et de terminer en notant que notre volonté est bien de « faire gagner la gauche et ancrer son programme à gauche ». Un objectif qu'il nous faut tenir à en juger par les positions prises par François Hollande sur la finance et qui laissent à penser que la campagne menée par les organisations membres du Front de Gauche pèse sur l'ensemble du

débat à gauche. Une première salve d'intervention a permis à l'assemblée de faire le point sur la situation sociale et politique de notre pays. Ont été abordés les questions de l'emploi, de la santé, de l'éducation, de l'Europe, du Front National, de la financiarisation de l'économie et de ses conséquences. Ensuite, candidats et animateurs se sont retrouvés en ruche pour échanger autour de leurs expériences de campagne à la fois sur ce qui marche, sur ce qui pourrait être expérimenté ou encore ce qui fonctionne moins bien. De ces ruches l'on peut retenir une forte envie de mise en commun, d'élargissement populaire, une envie d'avoir l'oreille au plus près des citoyens, et de mettre en œuvre tous les moyens des plus rodés (tractage, porte à porte) aux plus modernes



(blogs...) pour convaincre le maximum de citoyens possible. Après ces premiers temps de débat et d'échange les communistes ont accueilli Jean-Luc Mélenchon. L'orateur hors pair n'aura eu de cesse dans son discours de parler de la force militante que représente le Front de Gauche, de son programme et ses propositions seules efficaces pour mettre fin à la crise du capitalisme et à ses dégâts. Il aura aussi profité de ce temps de parole pour fustiger les idées du front National et exhor-

ter tout les citoyens de gauche à prendre le bulletin Front de gauche dans les élections à venir. Avant le discours du secrétaire national du PCF (voir ci-dessous) la salle a à nouveau pris la parole et l'on retiendra les interventions très applaudies d'André Chassaing autour de l'idée de rendre la dynamique de campagne durable et de multiplier les espaces de débats avec les citoyens et celle de Patrick Le Hyaric pour qui le succès des initiatives de campagne est le fruit du tra-

vail des militants communistes et de notre volonté de faire le choix de candidats anti-crise. C'est aussi Lydie Benoist qui sera présente à notre Banquet fédéral le 10 février prochain qui insista sur le fait que plus de la moitié des citoyens n'avaient pas encore fait leur choix ! **Nous pouvons donc encore élargir notre audience, convaincre, la campagne n'est pas terminée et les candidats et animateurs de section sont revenus motivés de cette assemblée.**

■ Ils y étaient...

Céline SAUVETRE Animatrice de section - Loire et Sèvre

« Cette journée a été un moment d'échanges et de rencontres mais aussi et surtout d'écoute. Les argumentations de camarades sur l'éducation, le FN ou encore la finance, vont nous être utiles pendant la campagne pour expliquer autour de nous qu'il faut voter et faire voter front de gauche. On se dit maintenant qu'il faut redoubler d'efforts et mettre le pied à l'étrier. Lors de cette journée P. Le Hyaric a dit, « ce n'est pas parce qu'il y a la crise qu'il y a de l'austérité, c'est parce qu'il y a de



l'austérité qu'il y a la crise ». La domination des puissants, l'argent roi, le règne sans partage du capitalisme, y'en a marre ! **On peut faire bouger les lignes tous ensemble pour plus de partage des richesses.** Il faut maintenant s'atteler à convaincre au plus près dans nos territoires par notamment des comités locaux du front de gauche comme celui que nous venons de créer à Clisson. »

Gauthier LORTHOIS Candidat dans la 9ème circonscription

« Constructif, c'est l'adjectif qui correspond le mieux à ce que fut cette rencontre nationale des animateurs et des candidats. Il reflète l'attitude des participants tout au long de cette journée, attentive et avide d'échanger afin que tous s'inspirent de l'expérience de chacun. **Nous avons pu nous féliciter de ce que la campagne Front de Gauche a déjà réussi à conquérir** : le renoncement du Parti Socialiste à l'alliance avec le centre-droit et la mise en avant de ce qui est le cœur du combat des communistes : les



conditions matérielles d'existence, la vie des gens. Il reste cependant beaucoup à bâtir. Ceci se fera en renforçant le parti par une campagne qui saura fédérer les énergies et qui nous permettra, foyer par foyer, de vaincre la désillusion créée par la domination des idées libérales. »

Céline SAUVETRE Animatrice de section - St-Nazaire

« L'assemblée a donné du souffle à mon appréhension des enjeux de notre double campagne : de bons résultats du FDG aideront non seulement le peuple français mais aussi nos camarades grecs, espagnols, portugais, italiens dans leurs luttes. Elle a aussi confirmé l'analyse du comité de campagne de la 8ème circonscription : **le bassin nazairien est un des derniers bastions industriels du pays et un lieu où la libre circulation de la sous-traitance étrangère est néfaste à tous les travailleurs.** La circu-

laire Bolkenstein y est toujours en vigueur et exacerbe le sentiment d'injustice des personnels en chômage partiel ou des intérimaires sans travail. C'est un terrain favorable au vote Le Pen. C'est en dénonçant une à une les idées du FN, **en renouant les liens de solidarité** entre tous les exploités et en portant notre projet alternatif de société qu'on luttera efficacement contre la peur du lendemain et qu'on fera reculer le vote pour l'extrême droite. »



■ L'intervention de Pierre Laurent (extraits)



[...] La rencontre d'aujourd'hui, représente la mise à feu du troisième étage de la fusée: il y a eu l'élaboration et la diffusion du programme,

le lancement de la présidentielle et les assemblées citoyennes, maintenant les législatives. Cette campagne va nous permettre de renforcer la bataille de proximité, **d'ancrer la bataille dans les territoires et de rassembler des forces nouvelles.** [...] Utilisez votre intelligence, votre potentiel. Utilisez celui des militants qui vous entourent pour construire un rassemblement le plus large possible. Les élections législatives sont l'occasion de mettre au cœur du

débat politique l'enjeu de ces élections: il ne s'agit pas simplement de changer le locataire de l'Élysée mais plus profondément de créer les conditions d'une majorité politique nouvelle. A ces gens qui veulent se débarrasser de Sarkozy mais qui doutent de la possibilité de changer la politique, il faut parler de l'enjeu des élections législatives. Il faut parler du rôle que nos élus peuvent jouer dans ces assemblées. [...] Si nous réussissons tout cela, nous aurons la satisfac-

tion d'avoir rendu espoir à notre peuple, d'avoir ouvert une brèche dans l'offensive capitaliste pour faire régresser les droits sociaux, les droits politiques et la démocratie dans toute l'Europe. Nous aurons ouvert une brèche et son écho sera très important. Nous pourrions alors travailler avec sérénité à l'avenir de notre combat. Nous aurons un congrès, après tout cela, que nous tiendrons en 2012-début 2013. Ce sera un congrès très important, dans

une situation politique nécessairement nouvelle, quelle qu'elle soit, et avec des ambitions de développement nouveau et de novations pour le Parti communiste. Nous sortirons à ce moment-là d'une période d'essor de notre travail, qui aura duré quatre ans, une période tout à fait neuve. **Le Parti communiste est de retour, le grand Parti communiste est de retour, et ce que nous avons entrepris a de l'avenir, j'en suis convaincu.**

■ Info de campagne

Alors que la section de St-Nazaire s'est insurgée contre la venue de Marine Le Pen dans la ville portuaire et que les élus communistes de la CARENE viennent d'écrire aux Maires sur le même sujet, les partis membres du Front de Gauche ont quant à eux écrit au comité de campagne de Jean-Luc Mélenchon afin le candidat du Front de Gauche puisse se rendre dans la ville. La venue du

candidat serait pour les organisations du FdG départemental une occasion d'envoyer un double message : « *Marine Le Pen vient tromper les salariés, nous débattons et élaborons avec leurs représentants, et contrairement à François Hollande (qui n'a reçu que 5 organisation syndicale durant 30 mn) nous discutons et débattons avec tous les syndicats.* »

Le dossier.

2012/ L'Humain d'abord !

L'emploi

Travaillons mieux, moins, tous !

Les 700 salariés du CIC, mobilisés à Nantes fin janvier devant leur siège régional ne réclamaient rien d'autre : mesures salariales décentes et meilleures conditions de travail ; les salariés de l'optique mutualiste, eux, s'opposaient à la réorganisation de leur temps de travail et la remise en cause des 35h. Deux exemples, mais dans nombreuses entreprises, l'on vérifie des recours abusifs à l'emploi intérimaire, recherche d'accord de flexibilité du temps de travail, mise en place d'organisation du travail de type « lean » issue du Toyotisme, Négociations Annuelles Obligatoires chaque année plus ridicules où les primes au « mérite » sont la panacée...

Compétitivité ou réductions des droits ? Avec ces deux concepts, le gouvernement remet en cause deux éléments fondamentaux du droit du travail, que constituent le temps de travail et la rémunération. En proposant que dans les entreprises des accords puissent prévoir de baisser les salaires ou augmenter la durée de travail sans hausse de salaires, N.Sarkozy entretient le mensonge selon lequel ce serait les salaires qui plombent la compétitivité des entreprises. Ce ne sont pourtant pas les salaires, mais bien les dividendes des actionnaires qui ont augmenté de 31% sur 5 ans.

Jusqu'au bout, c'est le programme du MEDEF qui est appliqué. En 2012, changeons la donne !

Parole de candidat-e

Les candidats du Front de gauche porteurs de mesures anticrises !

Nous voulons faire grandir l'idée dans le bassin d'emplois de Saint-Nazaire qu'une des mesures de sortie de crise est le développement de l'emploi industriel et public. Protéger la planète, c'est diversifier la production de navires dans le dernier chantier naval français pour développer le transport maritime, le sécuriser. L'Etat actionnaire, mais aussi les salariés dotés de pouvoirs d'intervention comme nous le proposons doivent imposer des stratégies industrielles utiles à l'homme et à la planète : en finir avec les navires poubelles et en lançant un plan de renouvellement, mise à l'étude d'un navire hôpital. Le dumping social des montages exotiques doit être mis hors-la-loi. Un même site, le même statut, les mêmes droits ! Le carnet de commandes record d'Airbus doit permettre un plan d'embauches allant au-delà des 200 d'emplois créés.

Les emplois industriels génèrent beaucoup d'emplois induits : services publics, commerces, construction (équipement, logements). Développer aussi l'emploi public (santé, éducation, justice...) est un investissement utile pour la création des richesses de demain.



Yvon RENEVOT
Candidat FDG, présenté par le PCF
8ème circonscription

Le Front des luttes

Malgré de bons résultats !

On le voit bien, il n'y a pas une stratégie propre à Airbus mais bien une stratégie globale d'une politique ultralibérale qui a pour finalité de détruire notre tissu social et industriel. L'une des principales raisons de la crise actuelle prend ses racines dans la rémunération du capital et des marchés financiers au détriment de celle du travail.

Les résultats économiques dans la métallurgie pour ce 1er semestre 2011 confirment que la crise a bon dos. Les 12 principaux groupes de la métallurgie (Renault, PSA, ARCELORMITTAL, Schneider, Vallourec, Faurecia, AREVA, EADS...) ont réalisé plus de 7,1 milliards d'euros de bénéfices. La trésorerie des entreprises du CAC 40 s'élève à 156 milliards d'euros.

L'exemple du chômage partiel imposé au site d'ArcelorMittal à Basse-Indre est révélateur des aberrations de notre système. C'est un groupe qui se porte bien dont la stratégie consiste principalement à stopper les investissements dans une industrie traditionnelle européenne pour financer des acquisitions dans des mines et des usines hors Europe. Le cas du site de Basse-Indre nous intéresse à plusieurs niveaux au vu des similitudes avec notre boîte. En effet ArcelorMittal s'était constitué un matelas de précarité et de flexibilité avec le recours abusif à l'emploi intérimaire et le recours à des accords de

flexibilité du temps de travail !

Le site de Basse-Indre profite de la crise pour baisser son activité, il s'est d'abord séparé de ses intérimaires, puis a vidé les compteurs de gestion du temps de travail des salariés pour aboutir fin 2011 à du chômage partiel. Pourtant Mittal affiche +26% de chiffre d'affaire sur le 1er semestre 2011 et attend un résultat net entre 2.4 et 2.8 Milliards de Dollars en 2011.

Le gouvernement s'est engagé dans de violentes politiques de rigueur et d'austérité visant à réduire à marche forcée les déficits, en gageant le système national de solidarité et en dérégulant nos services publics.

Aujourd'hui la facture colossale générée par le sauvetage des banques est aujourd'hui adressée aux plus fragiles et aux plus pauvres (augmentation de la TVA...) tandis que les facteurs de crises sont largement épargnés. Il faut être sur tous les fronts pour informer et lutter contre ces mesures d'austérité imposées aux plus modestes.

Laurence DANET, salariée chez Airbus

Primordiale pour les jeunes

La question de l'emploi est primordiale aujourd'hui pour les jeunes. L'entrée dans la vie active est, pour la majorité des jeunes, synonyme de précarité sur une longue période où s'alternent contrats précaires et chômage. Le fort taux de chômage sert de prétexte pour dégrader fortement les conditions d'embauche avec des temps partiels imposés, des cadences infernales et encore des salaires bien en dessous du diplôme obtenu. Les candidats du front de gauche doivent non seulement s'engager à

développer les emplois sur tout le territoire mais doivent aussi porter haut et fort des revendications concrètes sur le droit du travail. L'augmentation du smic à 1700 euros, le CDI comme norme d'embauche, l'égalité des salaires homme-femme ou encore la mise en place d'un statut social pour tous les jeunes permettant leur autonomie, sont des points essentiels pour garantir à tous les jeunes une entrée de qualité sur le marché du travail.

Estelle BROUSSE sans emploi

Intéressants ou pas ?

Les mesures d'austérité que le gouvernement tente d'imposer aujourd'hui à l'ensemble des salariés conduisent à une casse méthodique et organisée de tous les éléments constituant la protection sociale et la fonction publique. Au pôle emploi, par exemple, après la suppression de 1800 postes en 2011, et face à une augmentation extrêmement forte du chômage, cela se traduit par une dérive inquiétante des missions publiques, un nouveau renforcement des pressions et des contrôles exercés sur les demandeurs d'emploi et les agents, et une intensification insupportable des rythmes de travail.

La segmentation des publics, les tris entre chômeurs pour mettre en place des parcours différenciés, correspondent très clairement aux objectifs de réduction de la dépense générée par cette réorganisation de l'accompagnement des chômeurs. La lutte contre le chômage et le financement de la protection sociale passent par la relance des activités économiques créatrices d'emplois qualifiés. Pas par des politiques d'austérité.

Demandez le programme !

Arrêtons le massacre !

Dans toute la France, faisons entendre le rejet massif de la politique de la droite, faisons entendre notre volonté d'une politique de gauche audacieuse pour les salaires, l'emploi et la protection sociale.

Le PCF, ses partenaires du Front de gauche et leur candidat commun à l'élection présidentielle Jean-Luc Mélenchon ont des propositions

fortes qui touchent l'emploi directement, le pouvoir et l'argent :

- interdire les licenciements boursiers et instaurer un moratoire sur la déréglementation des services publics. Abolir la RGPP pour reconstruire des services publics efficaces et utiles à tous,
- supprimer le dispositif des heures supplémentaires,
- au projet de gouvernement sur le chômage partiel, opposer un projet de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus du travail qui

se présente comme une alternative au licenciement,

- donner des pouvoirs nouveaux, de contrôle et décisionnels pour les comités d'entreprises et les délégués du personnel notamment le droit de veto suspensif,
- contrôle strict des aides publiques et surtout réorientation du crédit, pour qu'il favorise le développement d'emploi, la formation et le tissu économique des PME-PMI. Ce crédit nouveau serait la mission de Fonds publics régionaux, d'un pôle financier

public et d'une BCE transformée,
• mettre fin aux exonérations patronales et sociales, indispensables au financement de notre protection sociale.



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Cgt confortée au Port

Début janvier, les 130 agents détachés du Port Nantes Saint-Nazaire ont élu leurs représentants DP et CE dans leur nouvelle structure d'accueil créée par les entreprises de maintenance. Les personnels se sont mobilisés à 94%, pour voter. La CGT recueille 98% des suffrages exprimés pour les Délégués au Comité d'Entreprise, et 98% en Délégué du Personnel. Ce résultat sans appel conforte la place de la CGT dans le port de Nantes Saint Nazaire et plus particulièrement dans la maintenance ou la CGT représente 70% des Ouvriers Dockers sur tout le port. A suivre : les élections du GPM le 7 Février 2012.

1 Million pour les salariés

La Cour d'appel de Rennes vient de condamner Adrexo à payer 1 Million d'euros à 23 salariés. Requalification de contrats à temps partiel en temps plein, paiement des heures travaillées gratuitement... La Cour confirme aussi les mauvaises pratiques en matière de médecine de prévention, l'exécution fautive du contrat de travail par l'employeur, requalifie les démissions en licenciements sans cause réelle et sérieuse... L'affaire a été instruite par SUD PTT, qui attend un nouvel arrêt de la Cour d'Appel le 18 février pour 25 salariés contre Adrexo, et 35 jugements contre ADREXO Saint-Nazaire début 2012 par le Conseil des Prud'hommes.

Pas le dimanche !

Malgré l'opposition du personnel, (4/5 opposés lors de la consultation), la Direction de Carrefour Market à Couëron impose l'ouverture le dimanche. Dès le 1er dimanche (22/1), l'UL Cgt organise un piquet d'information pour alerter la clientèle des conséquences pour les salariés. Le 29/1, ils se voient renforcés par l'UL Cfdt, le PCF et le PS. La majorité de gauche de la ville se prononce en bureau municipal pour qu'une solution soit trouvée, conciliant les besoins de la clientèle et des salariés. Les uns et les autres sont en effet confrontés à la politique du grand groupe financier Carrefour qui se déploie sur le commerce de proximité (rachat des Champion). On peut s'interroger : ce qui fait le « chiffre », est-ce l'augmentation de l'amplitude d'ouverture, ou l'augmentation des revenus des consommateurs ?

Bac Pro TU à Mamers

Mobilisé avec le SNUEP-FSU, le lycée professionnel de Mamers a obligé le rectorat à revoir sa copie. La section de technicien d'usinage est maintenue à la rentrée 2012 ! Avec 90 postes supprimés sur l'académie, l'enjeu est bien de sauver le service public de l'enseignement professionnel. L'action victorieuse des enseignants de Mamers constitue un espoir pour toutes les luttes en cours et à venir.

Le PCF était présent aux côtés des enseignants mobilisés le 2 février devant l'Inspection Académique pour défendre l'Ecole républicaine



à gauche, Aymeric SEASSAU FD PCF ; à droite, Marcel LEBRONZE Secrétaire FSU

Un congrès dynamique !



Les 19&20 janvier, se tenait le 2ème congrès du syndicat CGT CPAM 44 à Piriac sur Mer. 50 des 116 syndiqués ont participé à ses travaux. Après un retour sur l'activité 2011 du syndicat, les orientations ont été adoptées à l'unanimité des congressistes :

Lancement d'une grande campagne pour la reconquête de la protection sociale, avec la perspective d'une grande journée nationale interpro organismes sociaux le 29 mars 2012 et des manifestations régionales (Nantes pour les Pays de la Loire).

Interpeler les candidats aux élections présidentielles et législatives sur leur positionnement sur le devenir de la protection sociale : TVA sociale, fusion impôt/CSG, ou financement de la Sécu sur le travail (valeurs portées par Ambroise Croizat et le conseil national de la résistance) ? Notre syndicat a d'ailleurs adhéré au comité local pour la reconnaissance d'Ambroise Croizat.

Combattre les remises en cause par la Direction de la CPAM des accueils de proximité. Travailler sur "quel accueil pour demain à la CPAM" : une CGT offensive et force de propositions.

Travailler sur "quels nouveaux métiers pour demain à la CPAM" en réponse aux besoins nouveaux.

Travailler en cohérence avec les camarades des autres CPAM de la Région pour le maintien des organismes de proximité, face aux projets de régionalisation des services.

Engager une large mobilisation sur les salaires (300 euros pour tous immédiatement et valeur du point porté à 10 euros) et pour l'engagement d'une négociation sur la classification (50 000 signatures recueillies au niveau national).

Plan de syndicalisation (objectif 125) en rendant les syndiqués relais du syndicat dans tous les services.

Avec ces orientations, le syndicat s'est donné un **objectif triple A : Actif, Attractif, Ambitieux**. Il a également adopté de nouveaux statuts et une nouvelle direction de 30 membres, avec Jean-Yves LEHUEDE comme Secrétaire Général.

Retraites : Thème Présidentiel



Le 31 janvier, la CGT tenait meeting sur les retraites dans le Zénith de Paris plein à craquer. Pour relancer le débat, et signifier à tous que cette question est loin d'être réglée et sûrement pas par le coup de force de la réforme de 2010. (sondage de décembre 2011: 78% des Français souhaitent la réouverture du débat sur cette loi). Les militants de Loire-Atlantique y ont participé avec un car au meeting et des visionnages collectifs organisés en plusieurs points du département. Ce fut l'occasion de mesurer combien la **reconquête de la retraite à 60 ans est socialement juste et économiquement nécessaire. Il faut mettre l'emploi en priorité**, car le financement des retraites est avant tout compromis par l'insuffisance du nombre d'actifs au travail, la stagnation des salaires et la précarisation croissante. Ainsi, d'après le COR (Conseil d'Orientation des Retraites), baisser le chômage de 9 à 4,5 % en 2020 réduirait de moitié les besoins de financement à cette date. L'articulation entre travail, salaire et emploi, au cœur du dis-

positif de Sécurité sociale mis en place après la seconde guerre mondiale a été cassée. Il faut rétablir ce lien entre revenu et croissance, avec un emploi stable, qualifié et correctement rémunéré, pour toute la population active, avec la mise en place d'un nouveau système de droits sociaux, comportant **une sécurité sociale professionnelle**. Il est indispensable d'élargir **les bases de financement des régimes**, sortir des politiques d'exonérations patronales (+de 30 Mrds/an), transformer la contribution patronale par une **modulation** priorisant l'emploi et le niveau des salaires, **élargir** l'assiette des cotisations pour la retraite à tous les éléments de rémunération, **mettre les 250 Mds de revenus financiers annuels des entreprises à contribution**, au mini à hauteur des cotisations salariées. Et, si besoin, augmenter le taux de contribution patronale, qui n'a pas augmenté depuis 20 ans alors que le nombre de retraités a augmenté d'un tiers ! Autant de raisons de réaliser une énorme **mobilisation le 29 février !**

Handicap = Place à l'action !

Dans le cadre du lancement de leur pacte 2012 pour une société ouverte à tous, les « sans culottes ARF » se sont mobilisés ce 26 janvier. Alors qu'à Paris, les Paralysés de France ont rencontré les candidats aux présidentielles, en Loire-Atlantique ce sont les représentants des partis politiques qui ont des élus dans le 44 qu'ils ont vus.

Ainsi, l'association demande aux candidats aux élections Présidentielle et Législatives de prendre en compte les douze engagements républicains qui garantissent à chacun la qualité et le choix de son mode de vie. En s'appuyant sur la devise de la Répu-

blique : **LIBERTE** : un environnement sans obstacle, pour tous ! **EGALITE** : une vie sociale et citoyenne pour tous ! **FRATERNITE** : une solidarité pour tous, avec tous ! Ils combattent les préjugés et discriminations, s'opposent aux exclusions et injustices sociales et dénoncent les déclarations compassionnelles et de l'oubli de 10% de la population.

Marie Annick BENÂTRE a reçu cette délégation et l'a assurée de l'engagement déterminé des communistes et du Front de gauche. S'appuyant sur le programme « *L'Humain, d'abord* », elle a donné à voir que



« *l'égoïsme social des possédants viole l'intérêt général. Qu'en partageant les richesses et en garantissant le droit de chacun à une vie stable et digne, nous permettrons à tous de vivre mieux.* » Elle a témoigné des interventions des élu-es com-

munistes, à Nantes par exemple, qui n'ont de cesse d'agir pour garantir l'accès de tous à tout, et l'égalité de traitement.

NLA invite tous ses lecteurs-trices à signer le pacte APF2012 sur www.apf.asso.fr

Evènements, culture, idées.



Jacques Sapir : L'euro, comment s'en sortir ?

• Retour aux sources de l'euro

Dans un voyage aux sources de l'euro, J.Sapir montre d'abord que le compromis historique originel, s'appuyant sur des fondements théoriques incohérents, visait à conforter l'hypothèse fédéraliste sous la forme d'un "fédéralisme turtin" dont la monnaie unique était l'instrument. La métaphore des "Etats-Unis d'Europe" s'est construite sur une illusion, une méconnaissance des réalités, voire des mensonges. L'auteur montre, chiffres irréfutables à l'appui, que le mécanisme même de la monnaie unique, loin de faire converger les économies, a accéléré leur processus de divergence, accentuant un phénomène que l'auteur qualifie d'"eurodivergence".

L'auteur, universitaire titré et "économiste atterré", n'a rien d'un polémiste farfelu. Il s'attaque ici au tabou de l'euro, qui de droite à gauche, traverse tout le spectre politique. « *La monnaie unique a perdu sa dimension d'instrument, que l'on doit juger à ses effets, pour devenir un véritable fétiche, au sens religieux du terme* ». Qu'il soit de la majorité ou du PS, tout dirigeant politique évoque les "bienfaits de l'euro" - mais sans préciser, et pour cause lesquels - et la nécessité de défendre la monnaie unique. Que le Front national ait fait de la contestation de l'euro son cheval de bataille, est invoqué pour tenter de discréditer tout débat sur l'euro. « *Nous ne devons pas refuser par principe l'idée d'une sortie de l'euro* », alors que « *tout montre qu'elle n'engendrera pas les catastrophes que nous promettent les faux prophètes de tous poils et de tous bords qui n'ont que la peur à la bouche et le mensonge dans le cœur pour tenter de sauver la monnaie unique* ».

L'euro s'est aussi révélé incapable, contrairement aux promesses répétées de ses partisans, d'empêcher le mouvement de remise en cause des acquis sociaux. En fait de protection, « *n'a-t-on pas voulu, par la libéralisation des mouvements de capitaux et la financiarisation à outrance, offrir de nouveaux espaces à la recherche du profit par un tout petit nombre ?* ». L'auteur considère que « *l'Histoire jugera sévèrement le personnel européen qui a vécu (et vit encore) dans le déni de la crise* ». Il estime que « *ce montage institutionnel fait de bric et de*

broc, et construit dans l'urgence par une élite aux abois et des technocrates sans légitimité peut fort bien disparaître », considérant même que « *l'Europe a finalement peu à craindre de l'échec de la zone euro* ».

• L'euro fauteur de risques

Dans l'immédiat, l'Europe reste soumise au "risque euro". Bien que monnaie d'un Etat qui n'existe pas, il engendre des contraintes structurelles fortes. En l'absence d'une réglementation cohérente, les effets des politiques communes d'ajustement, réponse inadaptée à la crise qui menace, la déflation et l'austérité sont des impasses tragiques. La constitutionnalisation des règles budgétaires est une illusion, et la "règle d'or" un mensonge.

L'impact sur la France du sauvetage de la zone euro s'annonce douloureux. Un surcroît d'austérité serait « *inévitables en raison des ajustements budgétaires qu'il faudrait nous imposer pour sauver l'euro* ». Dans un tel contexte, « *il est clair que les inégalités sociales augmenteront dans des proportions considérables* ». Le maintien dans l'euro nous impose une dégradation régulière de la situation, une baisse du pouvoir d'achat inéluctable et la poursuite de la désindustrialisation.

• Pourquoi et comment en sortir ?

Pour en arriver à cette conclusion d'une alternative : soit accepter les conditions et les conséquences du maintien

dans la zone euro ; soit, par une succession d'actions unilatérales, de préparer notre sortie. « *Nombreux sont ceux qui prétendent que la fin de l'euro signifierait la fin de l'Europe. L'Union européenne est un mécanisme distinct et séparé de l'euro. On doit voir dans le catastrophisme affiché une volonté d'affoler le public. Il est clair par contre que la poursuite des plans d'austérité, l'ajout continu de nouvelles mesures régressives tant sur le plan social qu'économique, ne peut que rendre l'Union européenne odieuse aux Européens. Cette union est bien plus en danger par la survie de l'euro que par sa disparition. Il est par contre certain que l'Union européenne sera transformée par la disparition de l'euro, mais très vraisemblablement en bien* ». Envisagée sérieusement comme une issue à la crise, elle produira assurément un traumatisme, mais plus politique qu'économique. « *Si les mesures d'accompagnement nécessaires sont prises, le choc d'une telle sortie pourrait se révéler parfaitement gérable* ». A ceux qui, à gauche, prétendent lutter contre le néolibéralisme tout en voulant garder à tout prix l'euro, J.Sapir répond qu'il va falloir, d'une manière ou d'une autre, s'en libérer pour pouvoir avancer en revenant aux sources de la légitimité et de la politique, c'est-à-dire la souveraineté. J.Sapir, « *Faut-il sortir de l'euro ?* », Seuil, 2012, 200 p., 14,90 €.

LIRE

« Super Rebelle » candidat !



On se souvient de sa prestation remarquée comme rédacteur en chef d'un jour de l'Huma en mai 2011. Une lueur qui ne s'est pas éteinte. Aujourd'hui il s'agit, avec ce livre, d'une parodie de campagne pour un candidat virtuel, qui figure pourtant bien sur la liste des candidats du CSA : Christophe Alévêque du parti Super Rebelle !

En fait, l'acteur et humoriste s'est créé un alter ego qu'il a expérimenté et mis au point sur scène : Super Rebelle ! Un pseudo héros décidé à faire une "parodie de campagne" pour "une candidature aussi sérieuse que peut être l'humour". Pour lui, "la politique est devenue un spectacle donc c'est normal qu'un vrai pitre fasse partie du débat". Il ne se fixe aucune limite, lâchant la bride à ses dégoûts, ses pulsions, ses colères. Arguant du fait que "l'actualité est très grossière, très vulgaire, très violente", il s'estime en droit de lui appliquer l'effet boomerang, "en lui renvoyant tout à la gueule !" Devant chacune des extravagances d'une info qu'il débusque sur scène au quotidien, la réalité dépassant toute fiction, il répète : "des fois, on se dit : ils nous prennent pour des cons. Mais, là, c'est sûr !". "Devant un spectacle politique souvent navrant, grotesque où les images l'emportent sur les idées, où le faire savoir a pris le pas sur le savoir faire, où la forme étouffe le fond, où la mise en scène remplace l'absence de texte, crions leur haut et fort : nos rêves ne tiennent plus dans vos urnes !" Pas mal vu, quand la moitié des citoyens n'ont pas encore à ce jour trouvé le candidat ou le parti pour porter leurs revendications (Sondage HD/Harris 17/19 janvier 2012).

Dans la lignée des Coluche, Desproges et Bedos, il met crûment à sa propre manière le doigt sur les nombreux travers et dérapages de notre société, en crise également morale et culturelle. Avec une certaine modestie cependant : "L'humour c'est comme les essuies glaces, ça n'arrête pas la pluie, mais ça permet d'avancer". Une lecture incisive, excessive souvent, mais néanmoins salubre. C.Alévêque, « *Super Rebelle président* », Ed. Chiflet & Cie, 2012, 172 p., 15 €.

VOIR...

Nantaises au travail

Tordre le cou aux idées reçues, telle est l'objectif de l'exposition Nantaises au travail ! En effet, certaines idées tendent à laisser penser que le travail des femmes (le travail salarié) est assez récent, hors, les femmes ont toujours travaillé et dans des corps de métier très divers, n'en déplaise à la bonne morale bourgeoise de la femme au foyer. Cet exposition est un voyage dans l'histoire (du XVIIIème siècle à nos jours) du travail des femmes nantaises, en abordant la formation, les luttes syndicales...



Au château des Ducs de Bretagne du 11 février au 13 mai 2012.

MÉDIAS

Hommes de l'ombre

Alors que la course électorale pour les Présidentielles de 2012 est lancée, France 2 propose, depuis le 25 janvier, "Les Hommes de l'ombre". Les téléspectateurs de la chaîne publique, qui lui réservent un bon succès d'audience, découvrent un thriller politique en 6 volets sur les dessous d'une campagne présidentielle. Signée par Dan Franck et Régis Lefebvre, cette série de bonne facture réunit un casting prestigieux. Certes cette plongée

au cœur du milieu politico-médiatique, n'est-elle guère flatteuse pour notre démocratie, avec son lot de trahisons, haines, amours et luttes d'influence qui rythment la vie quotidienne d'hommes et de femmes qui n'ont qu'un but : faire élire leur candidat. Pour autant, le scénario improbable, ficelé par le romancier Dan Franck, met justement l'accent, aux yeux du grand public, sur le rôle occulte et exorbitant des agences et conseillers en communication et autres "spin doctors" que nous avons eu l'occasion de souligner ici, à travers des ouvrages de spécialistes. Ce qui, s'agissant d'une série

télévisée, n'est déjà pas si mal en pleine période électorale. Comme l'explique Dan Franck, qui voulait éviter l'écueil du "tous pourris" : « *J'ai voulu montrer deux visages de la communication : il y a Simon Kapita (Bruno Wolkowitch), qui représente la vieille école, celle de communicants qui font cela par conviction. Face à lui, Ludovic Desmeuze (Grégory Fitoussi), son ancien protégé, incarne une autre vision du métier. Pour lui, les politiques sont des produits comme les autres... Quant à*



Baye, primée à Biarritz pour ce rôle), c'est un personnage noble, mais la quête du pouvoir et les pressions de la com, l'entraîneront à quelques mises en scène, notamment de sa vie privée ». Les mercredis sur France 2 à 20h35.

près de vous

Trignac, Montoir

Dernièrement concernant la Zone Altitude, un échange avec le Sous-préfet à la demande de Sabine Mahé, Maire de Trignac, a eu lieu le 20 décembre en Sous-Préfecture de Saint-Nazaire. Étaient présents les Maires de Montoir et de Trignac, le Président de la Chambre de Commerce, des représentants d'entreprises de la Zone Altitude (Les Forges Trignac) et de la zone de Gron (celles qui génèrent le plus de besoin de transport routier), l'État et la Carène. Un rappel du projet initial et des raisons de son abandon (Zone Natura 2000, passage du Brivet avec niveau d'eau, rond point générant une remontée de file en provenance de Saint-Brévin). Cependant, le Sous-préfet a décidé de relancer le dossier et de voir les solutions possibles. Je pense qu'il est nécessaire de se concerter avec les différents partenaires, car ce projet ne peut être qu'un projet de territoire.

Etats généraux de la démocratie territoriale

Le Sénat a lancé les Etats généraux de la démocratie territoriale, suite au mécontentement de nombreux élus face à la réforme territoriale de la droite.

La première phase de cette grande consultation qui s'adresse aux 550 000 élus de notre pays, est lancée avec notamment un questionnaire qui peut être rempli en ligne sur le site du Sénat (www.senat.fr/democratie-territoriale.html). La date limite a été fixée au 22 février. Le dernier Conseil National de l'ANECR a insisté sur l'intérêt pour les élus de notre association d'investir fortement cette consultation en remplissant ce questionnaire.

La Droite régionale diffame les syndicats de salariés !

Visiblement, les modifications apportées par les syndicats et associations à l'avis du Ceser sur le budget primitif 2012 de la région des Pays de la Loire ont gêné la droite ! En effet l'avis initial comportait une appréciation positive sur la qualité de gestion régionale, mais aussi des préconisations adressées à la région de suivre l'exemple de l'Etat, notamment réduire le nombre de fonctionnaires ! **Aussi, nombre de membres des collèges syndical et associatif, ont refusé de cautionner cette approche** lors de leur séance du 23 janvier. François Pinte a ouvert le feu au nom de l'UMP ainsi : « Le texte initial de l'avis du CESER vous a dérangé. Les positionnements contraires au sein du Ceser sont le fait d'une ingérence du PS. Les subventions régionales versées aux syndicats de salariés ne sont pas sans lien avec ces positionnements. Il faut retirer ces subventions ! » Réplique immédiate des élus communistes : « Monsieur Pinte polémique sur le prix de notre soutien aux organisations syndicales et bien nous lui répondons : La démocratie sociale fait partie de nos valeurs. Heureusement nous ne sommes pas les seuls à le penser, je cite l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental national qui préconise de créer des droits syndicaux interprofessionnels pour reconnaître la place des organisations salariés.

L'invité

FORUM MONDIAL DE L'EAU A MARSEILLE DU 12 AU 17 MARS 2012

L'eau : enjeux et défis de demain

Tous les trois ans depuis 1997, le forum Mondial de l'Eau mobilise les imaginations, les innovations, les compétences et les savoir-faire, pour faire avancer la cause de l'Eau. Il rassemble tous les acteurs autour des enjeux actuels- aussi bien locaux que régionaux ou mondiaux- qui ne peuvent se traiter qu'avec toutes les parties prenantes réunies dans un cadre commun, avec des objectifs partagés. **L'objectif du 6ème Forum Mondial de l'Eau est de relever les défis auxquels notre monde est confronté, et d'agir afin que l'eau se retrouve en tête des agendas politiques.** Il n'y aura pas de développement durable tant que les questions de l'eau resteront non résolues. Partout sur la planète, pour toutes et pour tous, le droit à l'eau (reconnu par 189 Etats au sein de l'ONU, il y a un an) doit être garanti et mis en œuvre. **En 1990, 77% de la population mondiale utilisait une « source améliorée » d'eau telle que définie par le programme de surveillance commun OMS-UNICEF. A la fin de 2008 ce pourcentage atteignait 87% et le nombre de personnes n'ayant pas accès à des sources améliorées d'eau avait été réduit d'environ 900 millions. Toutefois le partage du progrès n'est pas égal entre tous les pays.** De plus, des milliards de personnes doivent bénéficier d'un meilleur accès à l'eau que celui dont-elles disposent aujourd'hui. En outre plus de 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement. La médiocrité de l'assainissement fait payer un très lourd tribut à la santé publique dans les pays en voie de développement et chaque année cause la mort de plus de 1,5 millions d'enfants de moins de 5 ans, ainsi que la mort de plus d'un million de personnes de plus de 5 ans. L'assainissement doit donc être abordé avec le même niveau d'importance que l'approvisionnement en eau, pour assurer que le progrès obtenu est équilibré dans l'ensemble du cycle complet de l'eau. Les autorités locales et régionales ont un rôle politique important à jouer dans la construction d'une solidarité internationale autour de l'objectif essentiel et vital du droit à l'eau. Lors du dernier Forum Mondial à Istanbul en 2009 elles ont établi un « Pacte pour l'Eau » qui confirme que l'accès à l'eau de bonne qualité et à l'assainissement est un droit fondamental pour tous les êtres humains et joue un rôle essentiel dans la préservation de la vie, de la santé publique, et dans la lutte contre la pauvreté. Ce pacte d'Istanbul pour l'eau a été signé à ce jour par plus de 800 villes et régions. Lors du Forum à Marseille ces autorités locales et régionales seront conviées à venir témoigner de leur engagement à apporter leurs solutions aux grandes questions liées à l'eau dans le monde et à réaffirmer leur rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement.



Raymond Lannuzel
Adjoint au maire de la ville
de Nantes Vice-président
de Nantes Métropole

L'activité

Conseil Général

L'État doit renforcer sa place dans la construction navale

Roger David conseiller général communiste réagissait dernièrement aux annonces du Député Maire U M P de Guérande qui demande une diversification du capital des chantiers S.T.X de Saint-Nazaire. « Par diversification, l'élu entend, augmentation des participations privés, banques, et désengagement de l'État. Dans la période actuelle de crise du système capitaliste cette option est précisément celle qu'il faut rejeter. » Il est clair que la volonté de la droite d'ouvrir grand les portes aux capitaux privés ne ferait que fragiliser la situation déjà complexe des chantiers. En effet R. David déclare que « **La France peut et doit demain décider du destin d'un de ses fleurons, en renforçant sa place dans le capital de la société, en étant majoritaire autour de la table des décisions.** Pour cela il est impératif dans un premier temps qu'elle possède la majorité du capital de S.T.X. France. » Il apparaît par ailleurs essentiel qu'outre le renforcement de la place de l'État dans son capital, la survie de la construction navale passe par le renforcement de sa présence dans tous les domaines des transports maritimes, marchandises et passagers, en proposant des navires plus surs techniquement, plus économes en énergie.



Nantes

Budget 2012

Lors du dernier conseil municipal de Nantes les élus communistes ont souligné, l'injustice que représentait pour les collectivités locales le choix fait par l'Etat de leur faire supporter la résorption de la dette publique. Ils ajoutaient enfin l'importance pour une ville comme celle de Nantes de maintenir ses efforts d'investissements tout en continuant à garantir à la population un haut niveau de service public. Par la voix de Michel Rica le groupe communiste a déclaré en premier lieu que « c'est l'asphyxie programmée des budgets des collectivités par l'Etat due à une politique du gouvernement Sarkozy-Fillon décidée à faire payer la crise à nos concitoyens en pénalisant communes et intercommunalités, régions et départements. Ainsi, c'est un manque à gagner de plus de 2 millions d'euros que nous relevons dans la baisse des dotations de l'Etat alors même que Nantes Métropole augmente ses dotations à la Ville de 2,7 % ! ». Cependant, loin de revoir les politiques de la municipalité à la baisse, l'élu souligne le « **choix courageux, effectué par notre ville, d'assurer une moyenne annuelle de 63 millions d'euros de programme d'investissements, jusqu'à 85 millions d'euros pour les dépenses d'équipements en 2012** ».



C.A.R.E.N.E

Eau, Spanc : les communistes vigilants

Les élu-e-s de la CARENE avaient à se prononcer sur l'augmentation des tarifs concernant l'eau, l'assainissement, la gestion des déchets, l'utilisation des piscines au Conseil Communautaire du 13 décembre 2011. Cette augmentation s'établit en moyenne entre 3 et 5 %. À cette occasion, au nom du groupe communiste, Alain Chazal a rappelé combien, dans cette période particulièrement difficile pour nos concitoyennes et concitoyens, il fallait être vigilant à ne pas grever plus encore leurs budgets. Certes, avec la politique de rigueur de l'État à leur égard, les collectivités territoriales connaissent des difficultés financières grandissantes pour répondre aux besoins des populations. **Par ailleurs, les investissements extrêmement lourds réalisés dans ce domaine par la communauté de communes, ont permis une nette amélioration de la qualité du service public de l'eau.** Les élus communistes ont ainsi insisté sur la nécessité de poursuivre dans cette voie, en particulier pour ce qui concerne le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) dont les enjeux sont clefs en terme humain et environnemental.

Pour autant, il ne saurait être question de pallier ces difficultés récurrentes par des hausses successives importantes. En conclusion il apparaît urgent qu'une réflexion soit engagée pour définir une stratégie financière en la matière afin d'anticiper les situations à venir.



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fédération

Vendredi 10 février : Banquet départemental du PCF à 19H, salle de l'estuaire à Coëron.

Commémorations

Samedi 11 février : Cérémonies d'hommages aux « 42 » au terrain du Bêle de Nantes à 11H00.

Commémorations de Sainte Luce sur Loire, salle Renée LOSQ à 14H00.

Dimanche 12 février : Cérémonie d'hommage aux républicains espagnols à 11H00 au cimetière de la Chapelle Basse Mer.

Assemblée citoyenne

Judi 16 février : Assemblée citoyenne, salle polyvalente de la Chapelle des Marais à 18H30.

Matériels de campagne

Les campagnes électorales battent leur plein ! Après les nombreuses Assemblées citoyennes qui se sont tenues et qui vont se tenir, le succès du premier meeting national du Front de gauche au Zénith de Nantes et l'élan militant créé, nous pouvons donner l'espoir. **Le changement politique que nous voulons pour les élections présidentielles et législatives 2012 peut aboutir si nos dynamiques de campagne se poursuivent et parviennent à convaincre dans les entreprises, les quartiers populaires, les villages et partout où se trouvent la majorité de nos concitoyen(ne)s vivant de leur travail.** A cette fin, de nombreux matériels de campagne sont disponibles auprès des sections et de la fédération. Tracts, affiches, argumentaires sur la crise financière et sur le Front national, Humanité hors série sur la crise, programmes populaires partagés. Saisissons-nous en !



La revue du projet n°13 : Lumières sur l'énergie



L'énergie est au centre des débats actuels et futurs. **Droit à l'énergie, besoins et choix énergétiques, conséquences climatiques...** Nous ne pouvons aborder cette question sans tenir compte des dimensions techniques, politiques, économiques, environnementales et sociales. Le dossier proposé par la revue du projet du Parti communiste français traite toutes ces problématiques et tente d'apporter des réponses aux interrogations qui se **posent à la France, à l'Europe et au monde. Transition énergétique, planification écologique, maîtrise publique** des politiques énergétiques pour permettre à chacune et chacun d'entre nous de se chauffer, de s'éclairer mais aussi d'accéder à la santé, à la culture et à l'éducation. Quelques chiffres : dans le monde 1,6 milliards d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, en France 8 millions sont en précarité énergétique. Voilà donc quelques éléments pour nous permettre de mieux comprendre les enjeux énergétiques.

Ce dossier de la revue du projet est disponible sur le site national du PCF. Il peut aussi être disponible sur commande à la fédération. Pour le commander : 02 40 35 03 00.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire: N° 0315 P 11519
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction: Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Mireille PERNOT
Robin DELACROIX
André MAURICE



Vite lu...



Conférence débat

Un collectif composé d'organisations politiques de gauche, syndicales et associatives organise une conférence débat intitulée : « **Dettes, austérité. C'est pas aux peuples de payer !** »

Cette conférence débat aura lieu :

**Mardi 28 février
A 20H
Salle de la Manu (10 Bd Stalingrad)
A Nantes**



Pouvoir vivre, simplement ! Par Simon JOLY

« Être homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui ne semblait

pas dépendre de soi. C'est être fier d'une victoire que les camarades ont remportée. C'est sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue à bâtir le monde » disait Saint-Exupéry... Bien

« Comment accepter que des étudiants puissent survivre au lieu de vivre ? Comment accepter que des jeunes aient moins de 2 € «d'argent de poche par semaine » ?

sûr, l'être humain ne peut pas tout. L'être humain ne doit pas se sentir responsable de toute la misère du

monde. Et pourtant, **l'être humain doit s'indigner (comme dirait Hessel) et surtout ne pas se résigner...** Quand j'ai pris « les commandes » de l'ASEF (Association pour la Solidarité Etudiante en France) à Saint-Nazaire en Juin 2011, j'ai décidé d'agir. Je ne pouvais résister à cette envie. Cette association, une des trois seules du genre en France, permet aux étudiants les plus démunis de bénéficier d'une aide alimentaire pour 2 €. Pourtant, dans le même temps, la Commission européenne a annoncé le 21 juin 2011, une **réduction drastique du Programme Européen d'Aide alimentaire aux plus Démunis (PEAD)**, l'enveloppe financière

étant divisée par 4 (500 millions à 113 millions en 2013). Heureusement, le 14 novembre a été signé un accord entre la France et l'Allemagne (pour changer !) afin de repousser son application en 2014. Mais cette décision cache un scandale. En effet, en 2014, le PEAD ne sera plus financé par l'U.E. Comme l'ont, entre autres, justement dénoncé les jeunes communistes, nous devons donc rester attentifs et vigilants car son avenir doit être pérenne au-delà de cette nouvelle échéance. Qu'en serait-il de ces nombreuses associations ? Faudrait-il encore compter sur la solidarité nationale ? Saint-Exupéry serait fâché...